



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

AFPI ACM Formation

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

AFPI ACM Formation

ZI de la Pilaterie 3B rue des Châteaux 59705 MARCQ EN BAROEUL

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

AFPI ACM Formation

ZI de la Pilaterie 3B rue des Châteaux 59705 MARCQ EN BAROEUL

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'association AFPI ACM Formation,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AFPI ACM Formation relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 24 juin 2024

KPMG SA

Matthieu PINERO

Associé

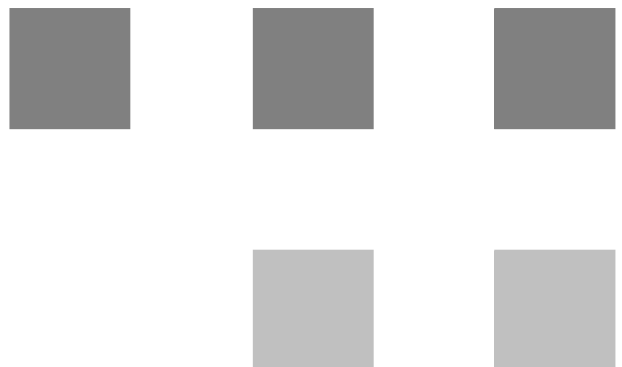


Etats Comptables et Fiscaux

31/12/2023



Bilan et Compte de résultat



BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours	228 489	228 489	0	5 726
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	414 527	12 856	401 671	404 115
Constructions	10 010 736	3 386 235	6 624 501	6 936 038
Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 286 496	3 678 503	607 994	597 703
Immobilisations corporelles en cours	106 128		106 128	
Autres	2 035 880	1 607 942	427 938	329 773
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	57 965		57 965	49 086
TOTAL I	17 140 223	8 914 025	8 226 197	8 322 441
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	6 327		6 327	21 087
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	6 711 488	164 790	6 546 698	6 233 030
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	1 229 617		1 229 617	663 893
Valeurs mobilières de placement	7 901 143		7 901 143	4 826 887
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 037 463		2 037 463	3 980 389
Charges constatées d'avance	180 193		180 193	199 287
TOTAL II	18 066 231	164 790	17 901 441	15 924 574
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	35 206 454	9 078 816	26 127 638	24 247 015

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	1 936 302	3 309 697
Réserves pour projet de l'entité	1 373 395	
Autres		
Report à nouveau	9 924 832	9 272 461
Excédent ou déficit de l'exercice	876 487	652 371
Situation nette (sous total)	14 111 016	13 234 529
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	3 021 821	3 137 130
Provisions réglementées	216 628	183 440
TOTAL I	17 349 466	16 555 100
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	318 687	85 000
TOTAL II	318 687	85 000
PROVISIONS		
Provisions pour risques	120 573	98 204
Provisions pour charges	466 714	450 692
TOTAL III	587 287	548 896
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	995 653	1 239 018
Emprunts et dettes financières diverses	366	366
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 085 529	2 610 222
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	2 994 255	2 731 192
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	83 091	50 842
Autres dettes	405 845	426 380
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	307 459	
TOTAL IV	7 872 199	7 058 019
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	26 127 638	24 247 015

COMPTES DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	17 515 040	16 557 952
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	336 189	85 000
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	367 955	377 223
Utilisations des fonds dédiés	2 813	
Autres produits	1 977 045	1 822 927
TOTAL I	20 199 043	18 843 102
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	508 172	476 713
Variation de stock	14 760	(14 834)
Autres achats et charges externes	9 688 027	8 893 697
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	493 741	518 909
Salaires et traitements	5 131 133	4 771 130
Charges sociales	2 478 090	2 257 884
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	653 843	651 582
Dotations aux provisions	65 292	131 278
Reports en fonds dédiés	236 500	85 000
Autres charges	52 380	215 677
TOTAL II	19 321 937	17 987 036
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	877 105	856 066
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	264 817	58 311
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	264 817	58 311
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	14 243	36 455
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	5 883	41 328
TOTAL IV	20 126	77 783
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	244 691	(19 473)

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	1 121 796	836 594
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	152 148	161 123
Sur opérations en capital	155 809	119 687
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	98 204	114 068
TOTAL V	406 161	394 878
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	94 532	243 684
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	153 761	131 392
TOTAL VI	248 293	375 075
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	157 867	19 803
Participation des salariés aux résultats (VII)	84 814	14 699
Impôts sur les bénéfices (VIII)	318 363	189 327
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	20 870 020	19 296 291
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	19 993 533	18 643 920
EXCEDENT OU DEFICIT	876 487	652 371
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Annexe



**A.F.P.I. ACM FORMATION
ZI DE LA PILATERIE
4 RUE DES CHATEAUX
59703 MARCQ EN BAROEUL**

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'AFPI acm formation est une association loi 1901.

L'objet de l'AFPI acm formation est :

- Dans le domaine de la formation professionnelle continue, d'étudier, d'organiser, de promouvoir et de réaliser des actions d'évaluations, de bilans de compétences, de formation et de certification au profit des salariés et des demandeurs d'emploi et des individus.
- L'exercice, directement ou indirectement, de toutes activités de prestations techniques, de conseil au bénéfice des Entreprises, et ce, dans le but de leur apporter aide et assistance et de contribuer ainsi à améliorer leur gestion, leur efficacité et leur développement.

AFPI acm formation intervient sur l'ensemble des bassins d'emploi de la région Nord Pas-de-Calais (hors Flandre Maritime) et est présent sur quatre centres et six antennes.

* * * * *

ANNEXE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 Décembre 2023, dont le total est de **€ 26 127 638** et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont le total produit est de **€ 20 870 020** et dégageant un bénéfice net de **EUROS 876 487.**

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er Janvier au 31 Décembre 2023

REGLES ET METHODES COMPTABLES

(Code de Commerce - articles 9 et 11 - Décret 83-1020 du 29 Novembre 1983
articles 7, 21, 24 début, 24-1° , 24-2° et 24-3°)

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

Les comptes annuels de l'exercice 2016 ont été établis et présentés conformément au règlement 2014-03 de l'ANC homologué par l'arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au plan comptable général et sous réserve des spécificités prévues par le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif (art. 111-1 et 111-2).

* IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- constructions	15-50 ans
- agencements et aménagements des constructions	10-30 ans
- matériel de transport	5 ans
- matériel et outillage industriels	8 ans
- logiciels et matériel informatique	3-5 ans
- Matériel informatique	3 ans
- mobilier et matériel de bureau	10 ans

Les subventions sont rapportées au compte de produits au fur et à mesure de l'amortissement du matériel correspondant.

*** STOCKS**

Ceux-ci ont été calculés selon un inventaire physique par centre de gestion et évalués suivant la méthode <<Premier entré, Premier sorti>>.

*** VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

*** CREANCES**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

*** INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

Afin que le lecteur des comptes puisse porter un jugement avisé, les informations complémentaires suivantes sont données.

Depuis l'exercice clos le 31 décembre 1992, une provision pour indemnité de départ en retraite est comptabilisée.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023, son montant s'élève à 466 714 EUROS.

Cette provision pour indemnité de départ à la retraite a été réactualisée sur l'année 2020 dans son mode de calcul, par l'ajout des éléments suivants ou modifications de certains critères :

- Taux de turnover ;

- 1) La base des salariés retenue ne comprend que les salariés qui disposent d'un CDI.
- 2) Les motifs de départ tiennent compte des seules prévisions de démission à l'exclusion de toute autre hypothèse de départ avant l'âge de retraite (notamment licenciements, ruptures conventionnelles...etc).
- 3) Ce taux de turnover est actualisé sur toutes les années restantes pour le salarié jusqu'à son départ à la retraite.

- Les salaires ;

- 1) Un taux de revalorisation annuelle des salaires est appliqué depuis 31/12/2020, il s'agit d'un taux moyen lissé sur 3 ans. Le taux utilisé à la clôture des comptes 2023 est de : 2.54 %.
- 2) Ce taux de revalorisation est également actualisé sur toutes les années restantes pour le salarié jusqu'à son départ à la retraite.

- Provision complémentaire ;

Suivant un accord historique, l'entreprise verse un complément de départ en retraite de 706 €. Une provision complémentaire à hauteur de ce montant est ajoutée au calcul de la PIDR, cette provision est également ramenée au prorata du nombre d'années restantes pour l'ensemble des salariés.

Cette provision pour indemnité de départ à la retraite a été calculée individuellement selon la formule suivante :

$$V = S \times N \times Ts \times Tt$$

S : Salaire mensuel de base au 31 décembre 2023 retraités des indemnités de chômage partiels

N : Nombre de mois acquis au 31 décembre 2023 selon convention collective

Ts : Taux de survie déterminé selon l'âge de l'individu à l'aide d'une grille de mortalité

Tt : Probabilité de fin de carrière dans l'entreprise par application du taux de Turn Over sur les trois dernières années

Depuis l'opération séparation juridique des deux activités, les deux associations ont conclu des conventions de mise à dispositions du personnel. Un avenant a été établi pour définir les modalités de prise en charge de la provision et de l'indemnité de départ à la retraite.

Une régularisation pour « répartir la charge » est constatée à la fin de chaque exercice dans la comptabilité de chacune des deux associations. Cette régularisation tient compte de la moyenne sur 5 ans de l'affectation des différentes personnes.

. EVENEMENTS IMPORTANTS de l'exercice 2023

Ouverture le 01/04/2023 d'un bâtiment à Douvin dans le cadre de l'exploitation d'un plateau technique de formation aux métiers de la fabrication des batteries électriques.

Démarrage du projet Electro'mob sur le secteur de Douai, l'objectif est de permettre aux industriels de bénéficier de ressources humaines et les former aux métiers de l'électromobilité.

Fermeture du site de Wasquehal fin du 3 ème trimestre 2023, par l'ouverture d'un bâtiment à Pérenchies de 540 m2 pour les formations énergétiques.

. EVENEMENTS POST CLOTURE

L'AFPI n'a pas d'exposition directe en Ukraine et en Russie, néanmoins, ces événements pourraient avoir un impact sur la chaîne d'approvisionnement de certains produits nécessaires à son activité et/ou dans l'allongement des délais de réalisation de certains chantiers.

A la date présente, ces risques sont toutefois difficilement chiffrables et l'association n'est pas en mesure d'évaluer les impacts à moyen et long terme de cet événement sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat.

Hausse des placements et souscription des comptes à terme.

• CONVENTION DE PARTAGE DE MOYENS ET RESSOURCES

1 - Modalités de répartition des charges communes

AFPI ACM Formation et le CFAI Région Nord Pas de Calais utilisent les mêmes locaux. Les centres ainsi que les services centraux reçoivent les factures des charges communes : loyers, charges locatives, électricité, alarme, téléphone, etc.... au nom de l'AFPI ACM Formation ou du CFAI Région Nord-Pas de Calais. Il est convenu entre les deux entités de procéder à la répartition des dites charges communes en fonction de l'utilisation de chacune des associations.

2 – Convention de partage de moyens et ressources

Fin 2014, une nouvelle convention de partage de moyens et de ressources est signée entre les deux associations.

Avec pour objet d'organiser la mise en commun par les parties, sans but lucratif, de moyens tant humains que matériels et définir les nouvelles clés de répartitions, les conditions et modalités de réalisation ainsi que les obligations réciproques des parties.

Cette convention de partage s'applique à partir de l'exercice 2015.

3 – Point particulier : Mise à disposition du personnel

⇒ *Personnel administratif*

AFPI ACM Formation fait appel aux ressources du CFAI Région Nord Pas de Calais et ce de façon permanente pour satisfaire à ses travaux administratifs. Cette mise à disposition est faite en fonction des affectations revues et ajustées par la Direction générale.

⇒ ***Personnel enseignant***

AFPI ACM Formation fait également appel au personnel enseignant du CFAI Région Nord Pas de Calais en fonction des besoins exprimés et de la disponibilité du personnel sollicité. La mise à disposition des enseignants est mesurée en heures selon un pointage (feuilles de présence)

La facturation du personnel est établie par le CFAI Région Nord Pas de Calais de façon trimestrielle.

Informations relatives à la rémunération des dirigeants

(Article 20 de la loi n° 2006 – 856 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif).

Pour l'association, cette information n'est pas fournie car elle aboutirait à faire état de rémunération individualisée.

PARTICIPATION DES SALAIRES

A la suite de la séparation des deux activités un accord a été signé avec les représentants syndicaux pour la création d'une unité économique et sociale entre le CFAI REGION NORD PAS DE CALAIS et AFPI ACM FORMATION . Par ailleurs, l'accord de participation prévoit de faire bénéficier l'ensemble du personnel des deux entités à la participation dégagée par AFPI ACM FORMATION ; Chaque entité prenant en charge la part versée à ses propres salariés.

Pour l'exercice 2023, le montant de la participation pour l'AFPI ACM FORMATION s'élève à 84 814 euros.

INTERESSEMENT

Le 28 juin 2005 signature d'un accord d'intéressement entre l'UES .AFPI ACM FORMATION/CFAI REGION NPDC et le comité d'entreprise de l'UES. Cet accord est conclu pour une période de trois exercices, le 1^{er} exercice étant celui ouvert le 1^{er} janvier 2005 et clôturé le 31 décembre 2005.

Le 6 juillet 2005 signature d'un plan d'épargne d'entreprise entre la dite UES et le comité d'entreprise.

Pour 2023, un nouvel avenant relatif à l'intéressement a été conclu. Sa mise en place au titre de l'exercice 2023 fait apparaître un résultat de 280 226 €.

LE CREDIT BAIL IMMOBILIER

Le crédit bail immobilier concerne notre bâtiment de Marcq en Baroeul qui regroupe notre centre de formation et le siège social.

- Montant de l'investissement 5 350 000 € HT
- Valeur de rachat en fin de contrat 530 000 € HT. Il est établi pour 18 ans à la date de réception des travaux, soit début 2013.
- Financement par un pool de 3 établissements financiers :
 - . CM CIC Lease : 34.30 %
 - . Natio créditbail : 32.70 %
 - . Bail Immob Nord : 33.00 %

En 2019, avenant au crédit bail immobilier pour l'extension du bâtiment logistique de Lille-Métropole pour un montant de 505 500 € HT. Les conditions de financement ainsi que la date de fin du crédit bail sont identiques au contrat ci-dessus.

DETAIL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES
--

AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	587 286
--	----------------

- Indemnités de départ en retraite	466 714
- Provisions pour litiges	120 573
- Provision pour risques	0

Le chiffre d'affaires opérationnel s'élève à 17 515 040 € .

Les autres produits hors formation sont essentiellement :

- les mises à dispositions du personnel	760 858
- les mises à dispositions de locaux aux CFAI	534 856
- les produits exceptionnels	406 161
- les reprises provisions et transferts de charges	98 204
- produits financiers	264 816
- contribution financière subvention	336 189

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Si nécessaire cession des créances du poste clients en garantie de la ligne de découvert sur le compte de la banque CIC.

DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

EMPRUNTS

Emprunt pour le bâtiment de Boulogne de 880 000 euros auprès du CIC dont 291 893 débloqué en novembre 2007 et le solde en juin 2008.

Pour notre projet du nouveau centre de formation d'Henin Beaumont, un financement par le biais d'un emprunt a été sollicité auprès du CIC pour le montage du dossier. Un accord de financement a été validé pour un montant de 155 848 €, la première échéance a été remboursée le 05/07/2016.

Pour l'acquisition du bâtiment de Feignies, un emprunt de 610 000 € a été sollicité auprès du CIC en mars 2017.

Pour l'acquisition du bâtiment d'Escaudoevres en 2020 un financement par le biais d'un emprunt a été sollicité auprès de la BNP pour le montage du dossier. Un accord de financement a été validé pour un montant de 760 000 €, la première échéance a été remboursée le 24/08/2020.

Emprunt Hénin Beaumont AFPI AD pour la construction d'un atelier logistique à hauteur de 515 000 euros en 2018 par le Crédit du nord.

VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS

	31/12/N-1	Affectation Résultat N	Augmentations	Reprises	31/12/N
Réserves Statutaires et contractuelles AFPI62	1 349 773				1 349 773
Réserves Statutaires et contractuelles AFPI AD	1 373 395				1 373 395
Réserves Statutaires et contractuelles ASFO	586 529				586 529
Report à nouveau	9 272 461	652 371			9 924 832
Sous total	12 582 158	652 371	0	0	13 234 529
Résultat de l'exercice	652 371	-652 371	876 487		876 487
Sous total	652 371	-652 371	876 487	0	876 487
Total	13 234 529	0	876 487	0	14 111 016

Subventions d'investissement

	31/12/2022	+	-	31/12/2023
Subv Equipement Henin Beaumont	3 600 000			3 600 000
Subv Equipement Boulogne	394 267			394 267
Subv Equipement divers matériel	91 864			91 864
Total général	4 086 131			4 086 131

Amortissement des subventions

	31/12/2022	+	-	31/12/2023
Subv Equipement Henin Beaumont	661 135	101 713		762 848
Subv Equipement Boulogne	196 002	13 596		209 598
Subv Equipement divers matériel	91 864			91 864
Total général	949 001	115 309		1 064 310

Tableau des fonds dédiés.

VIARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXCERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXCERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres organismes	85 000	236 500	2 813			318 687	
Ressources liées à la générosité du public							

Immobilisations

AFPI ACM FORMATION

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 10/06/24
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	228 489		
TOTAL immobilisations incorporelles :	228 489		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	414 527		
Constructions sur sol propre	9 504 670		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	455 839		50 228
Installations techniques et outillage industriel	4 130 176		202 361
Installations générales, agencements et divers	991 587		182 300
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	866 320		7 703
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			106 128
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	16 363 119		548 721
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			850 000
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	49 086		31 468
TOTAL immobilisations financières :	49 086		881 468
TOTAL GÉNÉRAL	16 640 694		1 430 189

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement			228 489	
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :			228 489	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			414 527	
Constructions sur sol propre			9 504 670	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales			506 066	
Install. techn., matériel et out. industriels		46 041	4 286 496	
Inst. générales, agencements et divers			1 173 887	
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.		12 030	861 993	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			106 128	
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		58 071	16 853 769	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations		850 000		
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières		22 589	57 965	
TOTAL immobilisations financières :		872 589	57 965	
TOTAL GÉNÉRAL		930 660	17 140 223	

Amortissements

AFPI ACM FORMATION

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 10/06/24
Devise d'édition EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	222 763	5 726		228 489
TOTAL immobilisations incorporelles :	222 763	5 726		228 489
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	10 412	2 443		12 856
Constructions sur sol propre	2 752 927	331 248		3 084 174
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	271 544	30 517		302 061
Installations techn. et outillage industriel	3 532 473	192 071	46 041	3 678 503
Inst. générales, agencements et divers	725 554	64 206		789 760
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.	802 580	27 632	12 030	818 182
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	8 095 490	648 117	58 071	8 685 536
TOTAL GÉNÉRAL	8 318 253	653 843	58 071	8 914 025

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre	33 188		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	33 188		
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL	33 188		

MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES		
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Dotations	Reprises
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
Frais d'établissement et de développement		
Autres immobilisations incorporelles		
TOTAL immobilisations incorporelles :		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
Terrains		
Constructions sur sol propre	33 188	
Constructions sur sol d'autrui		
Constructions installations générales		
Installations techniques et outillage industriel		
Installations générales, agencements et divers		
Matériel de transport		
Matériel de bureau, informatique et mobilier		
Emballages récupérables et divers		
TOTAL immobilisations corporelles :	33 188	
Frais d'acquisition de titres de participations		

TOTAL GÉNÉRAL	33 188
---------------	--------

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				
RUBRIQUES	Montant net début exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net fin exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursem. des obligations				

VENTILATIONS DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	DOTATIONS		
	Colonne 1 Différentiel de durée	Colonne 2 Mode dégressif	Colonne 3 Amort. fiscal exceptionnel
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement TOTAL I			
Autres immobilisations incorporelles TOTAL II			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre	33 188		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	33 188		
TOTAL III	33 188		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	33 188		
TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ (Col. 1+2+3)		33 188	

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	REPRISES			Mouvements nets des amort. à la fin de l'exercice
	Colonne 4 Différentiel de durée	Colonne 5 Mode dégressif	Colonne 6 Amort. fiscal exceptionnel	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement. TOTAL I				
Autres immobilisations incorporelles TOTAL II				
TOTAL immobilisations incorporelles :				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				33 188
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.				
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :				33 188
TOTAL III				33 188
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)				33 188
TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ (Col. 4+5+6)				

TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	33 188
----------------------------------	---------------

Provisions Inscrites au Bilan

AFPI ACM FORMATION

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 10/06/24
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées	183 440	33 188		216 628
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	183 440	33 188		216 628

Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	98 204 450 692	120 573 16 022	98 204	120 573 466 714
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	548 896	136 595	98 204	587 287

Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation	 369 046	 49 270	 253 526	 164 790
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	369 046	49 270	253 526	164 790

TOTAL GÉNÉRAL	1 101 382	219 053	351 729	968 706
----------------------	------------------	----------------	----------------	----------------

AFPI ACM FORMATION

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 10/06/24
Devise d'édition EURO

TOTAL	974 872
--------------	----------------

Charges à Payer

AFPI ACM FORMATION

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 10/06/24
Devise d'édition EURO

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	995 653
Emprunts et dettes financières divers	366
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	360 312
Dettes fiscales et sociales	1 305 124
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	211 527
TOTAL	2 872 982

Charges et Produits Constatés d'Avance

AFPI ACM FORMATION

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 10/06/24
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	180 193	307 459
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	180 193	307 459

État des Échéances des Créances et Dettes

AFPI ACM FORMATION

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 10/06/24
Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	57 965		57 965
TOTAL de l'actif immobilisé :	57 965		57 965
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	41 773		41 773
Autres créances clients	6 669 715	6 669 715	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	32 750	32 750	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	459 138	459 138	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	428 689	428 689	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	309 039	309 039	
TOTAL de l'actif circulant :	7 941 105	7 899 332	41 773
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	180 193	180 193	

TOTAL GÉNÉRAL	8 179 263	8 079 525	99 738
----------------------	------------------	------------------	---------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	995 653	147 274	447 630	400 748
Emprunts et dettes financières divers	366	366		
Fournisseurs et comptes rattachés	3 085 529	3 085 529		
Personnel et comptes rattachés	1 030 386	1 030 386		
Sécurité sociale et autres organismes	574 323	574 323		
Impôts sur les bénéfices	129 036	129 036		
Taxe sur la valeur ajoutée	1 210 847	1 210 847		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	49 663	49 663		
Dettes sur immo. et comptes rattachés	83 091	83 091		
Groupe et associés				
Autres dettes	405 845	405 845		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	307 459	307 459		

TOTAL GÉNÉRAL	7 872 199	7 023 820	447 630	400 748
----------------------	------------------	------------------	----------------	----------------

RUBRIQUES	Terrains	Constructions	Installations matériel outillage	Autres	Total
Valeur d'origine		5 855 500			5 855 500
Amortissements : - cumuls exercices antérieurs - dotations de l'exercice					
TOTAL		5 855 500			5 855 500

REDEVANCES PAYÉES : - cumuls exercices antérieurs - dotations de l'exercice		3 713 637 469 985			3 713 637 469 985
TOTAL		4 183 622			4 183 622

REDEV. RESTANT À PAYER : - à un an au plus - à plus d'un an et cinq ans au plus - à plus de cinq ans		423 356 1 692 266 1 409 241			423 356 1 692 266 1 409 241
TOTAL		3 524 863			3 524 863

VALEUR RÉSIDUELLE - à un an au plus - à plus d'un an et cinq ans au plus - à plus de cinq ans		530 000			530 000
TOTAL		530 000			530 000

Mont. pris en charge dans l'exercice		469 985			469 985
--------------------------------------	--	---------	--	--	---------

Rappel : Redevance de crédit bail					
-----------------------------------	--	--	--	--	--

Engagements Financiers

AFPI ACM FORMATION

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 10/06/24
Devise d'édition EURO

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités	
Autres engagements donnés :	

TOTAL	
-------	--

ENGAGEMENTS RECUS	Montant
Avals et cautions et garanties	
Autres engagements reçus :	

TOTAL	
-------	--

EFFECTIFS	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	45	
Agents de maîtrise et techniciens	77	
Employés	16	
Ouvriers		
TOTAL	138	

Participations des Salariés

AFPI ACM FORMATION

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 10/06/24
Devise d'édition EURO

NATURE	Montant
Actions non négociables de l'entreprise détenues par les salariés dans le cadre de leur participation aux bénéfices	
Part de la réserve spéciale de participation utilisée hors de l'entreprise au cours de l'exercice	

Index

.....	1
Règles et méthodes comptables.....	2
.....	13
Bilan Actif.....	14
Bilan Passif.....	15
Compte de résultat.....	16
Compte de résultat suite.....	17
.....	18
immobilisation.....	19
Amortissements.....	20
Amortissements suite.....	21
Amortissements suite dérogatoire.....	22
Provisions inscrites au bilan.....	23
produits à recevoir.....	24
charges à payer.....	25
charges et produits constatés d'avance.....	26
etat des échéances des créances et des dettes.....	27
credit bail.....	28
engagements financiers.....	29
effectif moyen.....	30
participations des salariés.....	31

